

INTERPELLATION
du député (suppl.) Diego Clausen (CSPO) et cosignataires concernant le dernier kilomètre
(13.12.2005) 4.028
(en collaboration avec le DFIS et le DTEE)

Le débat sur le monopole de Swisscom sur le dernier kilomètre n'a pas encore abouti au Parlement fédéral. L'OFCOM se bat depuis des années avec vigueur pour le dégroupage, oubliant que ce monopole de Swisscom sur le dernier kilomètre représente justement un atout important pour un approvisionnement axé sur l'avenir des régions rurales et de montagne.

L'argument rabâché sans cesse par l'OFCOM, selon lequel il manque une véritable possibilité de choix sur le dernier kilomètre, ne vaut rien.

La situation actuelle permet à tous les clients d'utiliser les prestations du dernier kilomètre dans l'ensemble du pays au même tarif.

En cas de dégroupage du dernier kilomètre, il faudra s'attendre à ce que tant les régions rurales que les régions de montagne:

- a) dans le meilleur des cas, doivent payer des tarifs exorbitants et
- b) dans le pire des cas, ne soient plus approvisionnées.

Quelles sont les mesures prises par le Gouvernement valaisan, d'entente avec les parlementaires valaisans à Berne, afin de préserver les intérêts de notre canton et de bien préparer le terrain sur cette question importante pour le développement économique des régions de montagne. Il est urgent d'agir. Il est en outre regrettable de constater que parmi les parlementaires valaisans, tous n'accordent pas la priorité absolue à cette question de préservation de nos intérêts.

Sion, le 13 décembre 2005
(09h15)

Diego Clausen, député (suppl.) (CSPO)
et cosignataires